

Quoi ?

al-Balagh, 22 février 1945

Il existe un proverbe français : « Après la pluie, le beau temps. » Et un proverbe arabe : « Au matin, les voyageurs louent la marche nocturne. » Ce qui est certain, c'est que la tempête ne s'est pas encore apaisée, et que le jour ne s'est pas encore levé, même si ses premiers signes scintillent déjà au loin.

Par « tempête », je n'entends pas la tempête de la guerre, ni par « jour » celui de la paix qui se lèvera une fois l'armistice signé — ce n'est pas là mon propos dans ces textes. J'entends, plutôt, la tempête politique, et le jour politique. Il est clair que la tempête politique qui précède le calme et la clarté demeure profondément agitée et confuse, et que le jour de l'entente n'est pas encore parvenu à dissiper les ténèbres du désaccord.

J'imagine que le lecteur s'est lassé de ces métaphores et figures de style bon marché, et qu'il est impatient d'en venir à un langage clair et compréhensible. Et la vérité claire et compréhensible est celle-ci : les affaires de la politique internationale sont peut-être parfaitement claires dans l'esprit de M. Churchill, de M. Roosevelt, du maréchal Staline, du général de Gaulle, et de ceux qui leur sont le plus proches — mais elles demeurent tout à fait obscures pour des gens comme nous, pauvres serviteurs de Dieu sans accès aux détails précis et aux dessous cachés de ces affaires. La preuve la plus claire en est que la révélation, la semaine dernière, des décisions que les trois ont émises à la conférence de Crimée n'a montré aux gens que deux orientations : l'une parfaitement claire, relative à la politique russe en Europe orientale ; l'autre tout à fait obscure, relative à la politique envers les autres parties de ce monde misérable.

La politique russe en Europe orientale est fort simple : les frontières de la Pologne doivent changer, et ce changement a déjà été décidé ; la Roumanie et la Bulgarie doivent vivre à l'ombre de l'amitié russe, et s'abritent déjà sous cette ombre généreuse ; la Tchécoslovaquie doit recouvrer son indépendance, en s'appuyant sur l'armée russe. L'alliance russe et l'armée russe œuvrent à libérer la Tchécoslovaquie, et l'alliance russe existe déjà depuis longtemps. Mais pour tout le reste, en Europe comme dans le monde entier, les choses demeurent obscures, nécessitant de nombreux éclaircissements. On pourrait dire que la Charte de

l'Atlantique garantit le rétablissement de l'ordre dans le reste du monde — mais la Charte de l'Atlantique est devenue un guide, non une règle, comme nous l'a lui-même appris M. Churchill hier à la Chambre des communes ; elle est donc une lampe dont la lumière peut croître ou faiblir, selon la violence ou la douceur des tempêtes. Et rien ne prouve mieux l'obscurité de la question, et la violence de cette tempête qui annonce un calme proche ou lointain, que ces deux sujets dont le monde entier ne parle, ces jours-ci, que : les relations entre la France et l'Amérique d'une part, et les relations entre l'Orient arabe, l'Europe et l'Amérique de l'autre.

Quant aux relations entre la France et l'Amérique, on sait depuis longtemps qu'elles n'ont jamais été simples, ni aisées, ni exemptes d'une certaine complication — car la méthode du général de Gaulle en politique, franche et résolue, affrontant les choses avec sévérité et gravité, et empruntant vers elles des voies directes, n'a jamais beaucoup plu aux Américains. Certains sont allés jusqu'à prétendre qu'il existait un certain refroidissement personnel entre le général de Gaulle et M. Roosevelt, bien que ces propos ne portent guère à conséquence ; les deux dirigeants politiques se sont rencontrés plus d'une fois, à Casablanca et à Washington. Mais les relations entre l'Amérique et la nouvelle France n'ont jamais tout à fait atteint cette franchise à laquelle on aurait pu s'attendre, compte tenu de l'amitié traditionnelle unissant les deux pays depuis la fin du dix-huitième siècle.

Ce qui importe ici n'est pas de rechercher les causes qui ont jeté sur cette amitié un voile sombre, voile que nous espérons voir bientôt se lever, mais de remarquer que la France est irritée de n'avoir pas été invitée à la conférence de Crimée, après qu'on lui eut promis, à plusieurs reprises, qu'elle serait traitée, dès sa libération, exactement comme elle l'était avant la guerre qui lui a coûté presque toute son existence. Elle a exprimé cette irritation par la déclaration même du général de Gaulle : la France ne se liera à aucune décision touchant aux affaires mondiales, à moins de l'avoir étudiée, débattue, et d'y être parvenue par une réflexion libre et un jugement indépendant. Elle refuse que des décisions lui soient dictées — non seulement celles qui la concernent elle-même, mais aussi celles qui concernent les affaires mondiales en général.

C'est pour cette raison que la France a accueilli les décisions de Crimée avec beaucoup de réserve et de prudence. Vint ensuite cette invitation que M. Roosevelt adressa au chef du gouvernement provisoire français, lui demandant de le rencontrer à Alger — invitation que le

général de Gaulle déclina, avec cette politesse toute française, au motif que les affaires publiques de la France ne lui permettaient pas de quitter Paris, et que la France attendait toujours la visite du président des États-Unis, l'ayant invité à cette fin dès le mois de novembre dernier.

Ce refus a frappé M. Roosevelt lui-même d'une douleur bien réelle, et d'une déception bien réelle également, car il avait souhaité, selon le communiqué officiel, étudier avec le général de Gaulle certaines questions graves intéressant les deux États. Et ce refus a frappé très durement l'opinion publique américaine, au point que l'on qualifia la conduite française de froide, de rude, et de dépourvue de tact. Tout cela n'est que tempêtes qui finiront par se calmer — nuages qui, si violemment qu'ils s'amoncellent en hiver, se dissiperont tout comme se dissipent les nuages d'été — mais ils révèlent une seule chose : que l'atmosphère de la politique mondiale demeure fort éloignée, et de la clarté, et du calme.

Quant aux relations entre l'Orient arabe et l'Occident euro-américain, elles ne sont pas plus proches de la clarté que les relations entre la France et l'Amérique. La preuve en est que les gens en parlent abondamment sans jamais toucher à rien de précis. Il est manifeste que des réunions de la plus haute importance se sont tenues, la semaine dernière, en Égypte, et que d'autres réunions graves se poursuivent encore au Caire ; que notre propre président du Conseil s'est adressé à la Chambre des députés par quelques allusions et sous-entendus ; qu'il reçoit qui il reçoit, convoque qui il convoque, et réunit ses ministres en une séance presque continue ; que les rumeurs se sont multipliées, mêlées, contredites ; que les journaux nous apprennent aujourd'hui que le Parlement pourrait tenir samedi une séance secrète pour entendre une déclaration du président du Conseil ; et que le télégraphe nous apprend que M. Churchill pourrait prononcer, à la Chambre des communes, une déclaration sur les affaires de l'Orient arabe.

Si tout cela révèle quelque chose, c'est qu'il se prépare des événements graves et obscurs. Mais quels pourraient bien être ces événements ? Seuls le savent ceux qui conduisent la politique en Orient et en Occident, et ceux qui leur sont le plus proches ; et pourtant, il est des choses qu'il convient de dire, et que les Égyptiens feraient bien de suivre avec l'attention la plus soutenue, la plus rigoureuse et la plus constante. Ces événements à venir, dit-on, concernent la réalisation de nos aspirations nationales — et nos aspirations nationales sont fort

connues, entièrement claires, des questions sur lesquelles les Égyptiens ne divergent jamais, quelles que soient les rivalités qui les divisent : ils veulent tous que l'indépendance de l'Égypte soit pure, exempte de toute tache ; ils veulent tous que les armées britanniques évacuent l'Égypte de façon réelle et entière ; et ils veulent tous, lorsqu'ils parlent de l'Égypte, que le Soudan soit compté comme l'une de ses propres parties constitutives, sans la moindre distinction entre les deux.

Voilà des points sur lesquels tous les Égyptiens s'accordent, et qu'ils comprennent aussitôt évoquées nos aspirations nationales, nos objectifs nationaux. Quel effet, alors, ces événements à venir pourraient-ils avoir sur ces objectifs, sur ces aspirations ? Et quels efforts supplémentaires pourrait-on exiger de l'Égypte, au-delà de ceux qu'elle a déjà déployés pour atteindre ces objectifs, pour réaliser ces aspirations ? Et comment l'Égypte pourrait-elle faire connaître sa propre volonté, clairement et nettement, sans ambiguïté ni obscurité, avant même de s'engager dans quoi que ce soit qui contraindrait son propre avenir, ou avant de franchir des étapes décisives de sa propre histoire ? Comment l'Égypte pourrait-elle faire connaître sa volonté en tout ceci, alors qu'elle demeure soumise aux conditions de la guerre, et à la loi martiale, et à la censure de l'écrit et de la parole que ces conditions exigent ?

Une autre observation mérite d'être faite : le président du Conseil appelait l'Égypte à entrer en guerre à une époque où la guerre était proche de l'Égypte, et où y prendre part aurait exposé l'Égypte à bien des dangers ; j'étais moi-même de ceux, fort peu nombreux, qui partageaient cet avis et cet appel. Mais l'Égypte n'a pas voulu la guerre, et a préféré exécuter le traité avec loyauté, sincérité et bonne foi, ce dont ses alliés l'ont remerciée.

On pourrait dire, à présent, que l'Égypte pourrait entrer en guerre maintenant que ses dangers se sont éloignés. Me sera-t-il permis de dire que cette entrée en guerre, une fois ses dangers écartés, ne convient guère à la dignité que nous souhaitons à l'Égypte, ni à son élévation au-dessus de la conduite tenue par l'Italie envers la France ? On pourrait dire aussi que, si l'Égypte entrait en guerre, ce ne serait que pour faire entendre sa voix à la conférence de paix. Mais je préfère être franc : nos alliés britanniques nous ont promis leur aide pour assurer notre participation à la conférence de paix — qu'ils tiennent donc cette promesse. Je n'ai nulle envie d'acheter une place à la conférence de paix en déclarant la guerre une fois ses dangers déjà écartés de l'Égypte. Nous avons refusé de déclarer la guerre lorsque notre participation

pouvait réellement présenter un danger, lorsque l'ennemi se trouvait sur notre propre sol, et lorsque son aviation déversait sur certaines de nos villes une part de terreur et de destruction.

On pourrait dire qu'il n'y a aucun moyen de participer à la conférence de paix sans avoir pris part aux dernières phases de la guerre elle-même. Mais il me semble que nous avons déjà, en réalité, pris part à cette guerre — par l'effort que nous avons déployé, l'aide que nous avons apportée, les fardeaux que nous avons supportés — et nos alliés ont eux-mêmes consigné tout cela en notre faveur. Pourquoi donc voudrait-on nous contraindre à faire ce que nous ne souhaitons pas, ce que nous ne jugeons pas conforme à l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes ? Je comprends que l'on exige la participation à la guerre de ceux qui n'y ont fourni aucun effort, ni consenti aucun sacrifice — mais quant à nous, on ne devrait rien exiger de plus que ce que nous avons déjà fait.

Et après tout, que sommes-nous censés accomplir à la conférence de paix ? Quels avantages tirerons-nous réellement d'y prendre part ? Nos aspirations et nos objectifs sont clairs ; ils ne nuisent à personne, et ne diminuent le droit de personne — ils ne font que garantir les nôtres. Peu m'importe que les droits de l'Égypte soient garantis à la conférence de paix, ou ailleurs qu'à la conférence de paix ; ce qui m'importe, c'est que l'Égypte obtienne ces droits, et qu'elle les obtienne dans la pleine dignité — car elle a fait tout ce qui était en son pouvoir pour demeurer digne et entière.

Voilà pour ce qui concerne l'Égypte elle-même ; mais ces discussions ne se limitent pas à l'Égypte — elles concernent le monde arabe tout entier, et concernent aussi l'unité arabe. Je n'ai nulle envie de m'aventurer dans ce sujet tandis que les hommes d'État du monde arabe le négocient eux-mêmes, mais il est une remarque qu'aucun Égyptien ne devrait négliger : la presse britannique s'est mise à affirmer que l'Europe et l'Amérique devraient, désormais, négocier avec une fédération arabe unie, et non avec des États arabes séparés. Voilà une bonne parole, sans reproche, lorsque ces négociations portent sur des questions économiques, politiques et culturelles générales. Mais lorsque les négociations touchent à l'indépendance et à la souveraineté nationale propres à chaque État, il faut bien comprendre que l'Europe n'a d'autre choix que de négocier avec chaque État séparément, soutenu dans ces négociations par ses propres alliés, proches ou lointains.

L'Égypte possède, en cette matière, ses propres traditions, qu'elle ne devrait abandonner en aucune circonstance : l'Égypte négocie sa propre indépendance depuis le siècle dernier, et a franchi, dans ces négociations, des étapes véritablement réussies, et non dépourvues d'éclat, soutenue tout au long par la sympathie du monde arabe. Cette tradition doit se poursuivre ; l'indépendance complète de l'Égypte doit être gagnée par l'Égypte elle-même, gagnée dans la dignité et l'honneur, et jamais achetée à un prix indigne de la noblesse de caractère et de la générosité d'âme qu'elle se reconnaît. Et je le répète : les peuples ne décident pas de leur propre destin sous la loi martiale et la censure ; ils ne décident de leur propre destin que dans une liberté complète — une liberté que la loi commune vient elle-même parfaire et borner.